

INTERGLOBAL



PHOTO : EPA-EFE/ZOUBEIR SOUISS

Le président tunisien Béji Caïd Essebsi en janvier 2018, lorsqu'il accueille le président français Emmanuel Macron à l'aéroport de Tunis-Carthage pour une visite d'État.

TUNISIE

Crise au parti présidentiel

Maryline Dumas

Depuis des années, le parti Nidaa Tounès, fondé par le président Béji Caïd Essebsi, se délite. Mais depuis quelques mois, les divisions se sont creusées sur fond de grosses divergences entre le directeur exécutif (et fils du président) Hafedh Caïd Essebsi et le premier ministre Youssef Chahed.

« Plus de 170 élus présents, certains apparaissent aussi souvent qu'une éclipse de lune », s'amusait, samedi 28 juillet, Lamine Benghazi de l'ONG Al-Bawsala, qui observe les travaux de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP). Pourquoi une telle présence de députés tunisiens, régulièrement critiqués pour leur manque d'assiduité ? Les élus étaient appelés à approuver un nouveau ministre de l'Intérieur, après une vacance de quasiment deux mois. Mais la nomination de Hichem Fourati, intervenant en plein cœur d'une crise

politique, a été le prétexte à un débat acharné de huit heures entre pro et anti-Youssef Chahed, premier ministre fragilisé.

Les élections de 2019 attisent les ambitions

« Si vous votez pour le ministre de l'Intérieur, c'est que vous soutenez Youssef Chahed. Si vous ne donnez pas la confiance au ministre proposé, vous êtes donc contre le gouvernement de Youssef Chahed », a constaté Noureddine Ben Achour, député du bloc La Patrie et ancien membre de Nidaa Tounès. Le parti auquel appartiennent le président de la République Béji Caïd Essebsi (BCE) et son premier ministre Youssef Chahed est en proie aux divisions depuis des années. Mais celles-ci se sont accentuées avec la rivalité qui oppose le chef du gouvernement au directeur exécutif de Nidaa Tounès, Hafedh Caïd Essebsi (HCE),

qui n'est autre que le fils du président de la République. Depuis deux mois, HCE demande la démission de Youssef Chahed. Le feu a pris autour des municipales du 6 mai, qui ont vu élire, jusqu'à aujourd'hui, seulement 80 maires nidaouis contre 130 pour Ennahdha, parti musulman démocrate et membre de la coalition gouvernementale. Un résultat inquiétant et dont personne ne veut être jugé responsable, alors que les législatives et la présidentielle, prévues pour fin 2019, attisent les ambitions. Le 29 mai dernier, Youssef Chahed n'a pas hésité à nommer son adversaire lors d'une intervention télévisée : « Hafedh Caïd Essebsi et son entourage ont tout détruit allant du bloc parlementaire, aux élections en Allemagne (législatives anticipées, ndr) et aux élections municipales. Nidaa Tounès ne ressemble plus au parti auquel j'ai adhéré. » Pour Chokri Bahria, directeur du département politique et géostratégique du

think tank Jousour, spécialisé dans les politiques publiques, cette sortie a marqué un tournant : « Youssef Chahed est rentré dans l'équation interne de Nidaa. »

« Attaquer le fils, c'est attaquer le père »

Le fils biologique et le fils spirituel du président avaient, en plus, des comptes anciens à régler. En mars 2017, un enregistrement audio du fils du président a été divulgué. HCE y critiquait le premier ministre pour « son manque de docilité ». En mai 2017, Youssef Chahed lançait, quant à lui, une opération anticorruption, considérée par beaucoup comme un simple coup de communication à un moment où les sondages le disaient en baisse de popularité. Parmi les personnes arrêtées, Chafik Jarraya. Cet homme d'affaires proche de Hafedh Caïd Essebsi avait

déjà des procès en cours pour corruption, mais il est depuis son arrestation poursuivi devant un tribunal militaire pour trahison et atteinte à la sécurité extérieure du pays. Une méthode que l'ONG Human Rights Watch a dénoncée. Et qui a fait des étincelles, comme le reconnaissait, samedi à l'ARP, le député Noureddine Ben Achour : « Youssef Chahed est le premier responsable de la crise politique actuelle, notamment avec les arrestations qui ont eu lieu dans le cadre de la guerre anticorruption. »

« Youssef Chahed a pris un risque : attaquer le fils, c'est attaquer le père », note Chokri Bahria. Le 15 juillet, le président, qui était resté jusque-là prudent, a pris parti lors d'une interview télévisée : « Le chef du gouvernement doit démissionner ou aller devant le parlement » pour demander un renouvellement de confiance.

Une sortie qui a attisé un peu plus les tensions et mené à la plénière du 28 juillet jugée comme une « mascarade au débat médiocre », selon une observatrice.

Guerre fratricide

Lors du vote de confiance du ministre de l'Intérieur, les élus n'ont eu d'autre choix que de se positionner dans cette guerre fratricide. Hassan Ameri, député Nidaa Tounès, s'est rangé du côté de la famille Essebsi : « J'aurais aimé que cette séance soit consacrée à un remaniement ministériel et non pas simplement au vote de confiance au ministre de l'Intérieur. » Walid Jalled, du Bloc national en faveur de la stabilité gouvernementale, lui a répondu : « Présentez une motion de censure contre le gouvernement ! Exercez vos prérogatives ! Sa-

vez-vous pourquoi vous ne l'avez pas fait ? Parce que vous n'êtes pas arrivés à un consensus quant au prochain chef du gouvernement ! » Pour présenter une motion de censure contre le gouvernement, il faut rassembler 73 des 217 députés et proposer un successeur. Depuis début juillet circule au parlement une pétition demandant un vote de confiance envers le gouvernement. Elle n'a reçu que 60 signatures. Pourtant, les détracteurs de Youssef Chahed ne sont pas rares. L'Utica, qui fédère les patrons, n'est guère satisfaite des réformes gouvernementales. L'UGTT, la très puissante centrale syndicale, et différents partis de gauche et libéraux reprochent au gouvernement de ne pas parvenir à redresser la situation économique. Le pays souffre effectivement d'un fort taux de chômage (15,4 pour cent au 1er trimestre 2018) et d'inflation, avec un dinar passé de 1,90 euro le 31 juillet 2010 (avant la révolution) à 3,14 euros en 2018.

Message à Ennahdha

Le président lui-même aurait pu exiger ce vote de confiance, mais s'est contenté d'une supplique. A-t-il eu peur des soutiens de Youssef Chahed ou de faire éclater son parti ?

« Dans son discours, BCE a envoyé un message à Ennahdha : si vous tenez au consensus, il faudra lâcher Youssef Chahed. Le problème, pour Ennahdha, c'est qu'un remaniement bouleverserait le gouvernement, alors qu'Ennahdha y tient des portefeuilles clés, comme ceux liés à l'économie », rappelle Chokri Bahria. N'ayant pas une majorité absolue à l'ARP, le président BCE avait décidé, en 2015, d'intégrer Ennahdha - alors même qu'il

avait été élu pour s'y opposer - à son gouvernement.

Pour Sabine Goubantini, députée élue en 2014 sous l'étiquette Nidaa Tounès mais ayant quitté le parti depuis, cela fut une erreur : « Nidaa a dérivé de sa plateforme initiale en allant non pas vers un consensus avec Ennahdha, mais en signant une alliance stratégique. »

Le parti conservateur a longtemps soutenu Youssef Chahed. À tel point que dans les rues de Tunis, on allait jusqu'à imaginer une candidature de Youssef Chahed à la prochaine présidentielle, soutenue par Ennahdha. « Notre position est claire », rappelle Naoufel Eljammali, député Ennahdha, « nous sommes pour la stabilité et nous considérons qu'un changement de gouvernement n'apportera pas de bien au pays. »

Nidaa Tounès, une coalition hétéroclite

La semaine dernière, le parti musulman-démocrate a cependant demandé au premier ministre de réaffirmer sa non-candidature aux présidentielles de 2019. Pour Ennahdha, une telle annonce du premier ministre permettrait de régler définitivement la question d'un remaniement complet, pierre d'achoppement des signataires du pacte de Carthage, feuille de route gouvernementale qui a donné naissance au cabinet de Youssef Chahed à l'été 2016. « C'est un chantage politique. Se présenter à une élection est un droit constitutionnel », s'insurge Sabine Goubantini, aujourd'hui membre du Bloc national.

Les tensions au sein des plus hautes institutions politiques sont

Le premier ministre tunisien Youssef Chahed en duo avec Jean-Claude Juncker lors d'une conférence de presse à Bruxelles, à l'occasion de la conférence sur l'avenir de la Syrie et de la région en avril 2018.



PHOTO : EPAMOHAMED MESSARA



Une image de 2015 : Hafhed Caïd Essebsi, fils du président tunisien, lors d'un meeting des leaders de Nidaa Tounès, alors que les premières scissions et défections se faisaient déjà remarquer.

nées de celles de Nidaa Tounès. Depuis le départ de BCE pour le palais présidentiel de Carthage, le parti qu'il a fondé en 2012 pour fédérer l'opposition et contrecarrer les islamistes d'Ennahdha alors au pouvoir, se délite. Coalition hétéroclite de figures de gauche, de syndicalistes et de membres du Rassemblement constitutionnel démocratique de l'ancien dictateur Ben Ali, Nidaa Tounès était déjà une plateforme à l'avenir incertain. Mais la situation s'est réellement dégradée lorsque HCE a pris la direction du parti, de façon contestée, en 2015. Des 86 sièges obtenus par le parti aux élections législatives, il n'en reste que 56. Ennahdha est ainsi devenu, en 2016, le premier parti de l'ARP. Des membres éminents de Nidaa Tounès ont cependant choisi de ne pas partir, mais d'entrer dans l'opposition interne. C'est le cas de Zohra Driss, députée et membre du bureau politique, lequel a récemment annoncé l'organisation d'un congrès fin septembre. Une décision « illégale » selon HCE. « Hafedh Caïd Essebsi n'est plus maître du parti, c'est le bureau politique », balaie la députée de Sousse. « Il a peut-être les clés du bâtiment, mais ce n'est qu'un symbole. Nous allons organiser un congrès, il n'a qu'à se présenter comme candidat. Le meilleur gagnera. »

Samedi 28 juillet, à l'ARP, cette frange de Nidaa Tounès a remporté la victoire. Alors que HCE et ses proches avaient demandé au bloc parlementaire de voter contre le ministre de l'Intérieur, ils ont été obligés de changer de position dans l'après-midi.

Pas de structure chez Nidaa Tounès

« De toutes les manières, le candidat du chef du gouvernement allait obtenir la confiance du parlement. Près de 25 députés de Nidaa allaient voter pour lui. Je me suis donc entretenu avec le directeur exécutif du parti et je l'ai convaincu de changer d'avis et de s'unir à la décision du bloc. Hafedh Caïd Essebsi a, finalement, compris l'enjeu et a décidé de ce revirement de position », a déclaré Zohra Driss à une radio locale. Lors d'une conférence de presse, Hafedh Caïd Essebsi est apparu la mine déconfite, entouré des députés Nidaa Tounès. Il a tout de même réussi à exiger un point : le bloc a conditionné son vote à l'organisation sous 10 jours d'une plénière dédiée au bilan de Youssef Chahed, en sa présence.

Pour Chokri Bahria, du think thank Joussour, cet événement montre un réel problème de structure au sein de Nidaa Tounès : « Il n'y a pas de leader fort. On ne sait même pas qui

est à l'intérieur ou à l'extérieur. Certains ont officiellement quitté le parti mais quelques-uns reviennent ou sont en tout cas présents politiquement. » Preuve de cette désorganisation, aucun proche de la direction de Nidaa Tounès n'a accepté de répondre au woxx. Les appels au siège du parti sont restés sans réponse.

Sabrane Goubantini, elle, regrette que Nidaa Tounès soit devenu « un parti sans odeur, sans couleur » : « HCE n'a pas donné de position concernant le modèle social que nous avons défendu en 2014, concernant les libertés, les droits des femmes... Il y a beaucoup de débats de fond où Nidaa est absent. »

Youssef Chahed fragilisé

Samedi dernier, Youssef Chahed a remporté la partie haut la main : 148 députés ont approuvé la nomination du ministre de l'Intérieur face à huit abstentions et 13 votes contre. Mais combien de temps tiendra-t-il ? Et comment mènera-t-il les réformes et mesures dont la Tunisie a besoin (lutte contre la corruption, révision d'une législation dépassée...) ?

« Il est fragilisé », selon Chokri Bahria, qui estime un remaniement important inévitable. Zohra Driss, elle, est convaincue que le parlement soutiendra Youssef Chahed, comme

l'a prouvé le vote du 28 juillet : « Le discours de BCE a été un électrochoc en faveur du premier ministre. Les députés, comme la population, ont compris une chose : Béji Caïd Essebsi veut faire passer son fils avant la Tunisie. » Mais, même dans ces conditions, Chokri Bahria doute que la Tunisie puisse avancer ainsi : « C'est avant tout un problème de gouvernance. Tant que le premier ministre ne sera pas indépendant en tant que chef de l'exécutif, cela ne marchera pas. Jusqu'ici, les premiers ministres ont été soumis soit au président soit à un chef de parti. »

Nächste Woche:

Let's talk about Sex?

Was Aufklärung über Sexualität, Beziehungen und geschlechtliche Vielfalt betrifft steckt Luxemburg noch in den Kinderschuhen. Für unsere nächste Ausgabe haben wir uns auf die Suche nach möglichen Gründen dafür gegeben.



woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: GréngeSpoun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin:** woxx soc. coop. • **Redaktion und Layout:** Joël Adami *ja* (joel.adami@woxx.lu), Frédéric Braun *fb* (frederic.braun@woxx.lu), Luc Caregari *lc* (luc.caregari@woxx.lu), Karin Enser *cat* (karin.enser@woxx.lu), Thorsten Fuchshuber *tf* (thorsten.fuchshuber@woxx.lu), Richard Graf *rg* (richard.graf@woxx.lu), Susanne Hangarter *sh* (susanne.hangarter@woxx.lu), Tessie Jakobs *tj* (tessie.jakobs@woxx.lu), Raymond Klein *lm* (raymond.klein@woxx.lu), Florent Toniello *ft* (florent.toniello@woxx.lu), Renée Wagener *rw* (renee.wagener@woxx.lu), Danièle Weber *dw* (daniele.weber@woxx.lu), Danielle Wilhelmy *ds* (danielle.wilhelmy@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. **Karikaturen:** Guy W. Stoos • **Fotos:** Christian Mosar • **Verwaltung:** Martine Vanderbosse (admin@woxx.lu) • **Bürozeiten:** Mo. - Fr. 9 - 13 Uhr • **Druck:** c. a. press, Esch • **Einzelpreis:** 2,20 € • **Abonnements:** 52 Nummern kosten 90 € (Ausland zzgl. 32 €); Student*innen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 40 € • **Konto:** CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk „Neu-Abo“; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen:** Tel. 29 79 99-10; annonces@woxx.lu; Espace Médias, Tel. 44 44 33-1; Fax: 44 44 33-555 • **Recherchefonds:** Spenden für den weiteren Ausbau des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der „Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl“ sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto • **Post-Adresse:** woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros:** 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-Mail:** woxx@woxx.lu • **URL:** www.woxx.lu • **Tel.** (00352) 29 79 99-0 • **Fax:** 29 79 79